

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent pour la première fois une croissance positive de +3,2% en juin depuis le début de l'année

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché obligataire : les régulateurs chinois cherchent à unifier des marchés obligataires encore fragmentés

Marché boursier : Ant Group planifie une double introduction en bourse à Shanghai et à Hong Kong

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations UE-Chine : la Chine pourrait prendre des mesures de rétorsions à l'encontre de fabricants européens de télécommunication en cas de « Huawei-ban » de la part des pays européens

Relations US-Chine : les Etats-Unis ajoutent 11 entreprises chinoises à la liste noire économique

« China Exit » : le Japon a accordé des subventions à 87 entreprises pour déplacer leurs lignes de production hors de Chine

OMC : la Chine est prête à « s'engager pleinement » dans les négociations de l'OMC concernant les subventions du secteur de la pêche

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politique industrielle : un rapport du CSET recense 208 associations professionnelles participant à des transferts de technologie vers la Chine

Cyber sécurité : les États-Unis accusent la Chine d'avoir cherché à obtenir des secrets industriels par des moyens cyber

Semi-conducteurs : Huawei recrute des spécialistes de la lithographie, une technologie de production de semi-conducteurs

Politiques industrielles : les parcs technologiques chinois se réforment en vue de mieux utiliser les « ressources innovantes » étrangères

Diplomatie : la Chine et l'Iran devraient renforcer leur coopération dans les domaines des télécommunications et de la cybersécurité

Jeux vidéo : Tencent se positionne pour acquérir 20% du studio français Voodoo

Matières premières : le Ministère de l'Industrie et des technologies de l'Information (MIIT) annonce les quotas de production de terres rares pour l'année 2020

Politique industrielle : le concept de « double cycle domestique, et international » a le vent en poupe

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transports aériens : la Chine exige des tests négatifs au COVID-19 à l'embarquement des passagers de vols internationaux entrants

Infrastructures aéroportuaires : la CAAC souhaite mieux coordonner le développement de la « Greater Bay Area »

中国经济
分析报告



Risques naturels et industriels : *les inondations dans le sud de la Chine soumettent les ouvrages d'art à rude épreuve*

Développement durable : *état d'avancement d'un programme cadre de lutte contre les pollutions plastique*

Développement durable : *lancement du Centre national d'études sur la protection de l'environnement du fleuve Yangtsé, par le Ministère de l'écologie et de l'environnement et la China Three Gorges Corporation*

Energie: *nouveau projet pilote de production d'hydrogène à partir de l'électricité solaire photovoltaïque*

Energie: *création d'une alliance regroupant 40 entreprises photovoltaïques chinoises*

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Shanghai : *lancement du nouveau fonds national de développement vert avec 88,5 Mds CNY d'investissement annoncés pour la première phase*

Shanghai: *publication des résultats économiques du premier semestre 2020*

Hubei : *chute de la croissance de -19,3% au 1er semestre 2020.*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Situation économique : *Hong Kong connaissant depuis le 7 juillet une nouvelle vague de contaminations locales, le gouvernement a mis en place des mesures de distanciation sociale ; Le taux de chômage a atteint 6,2% en juin, son plus haut niveau en 15 ans.*

Place financière : *Le fournisseur d'indices boursiers hongkongais Hang Seng Indexes Company, lancera le 27 juillet un nouvel indice dédié aux entreprises technologiques.*

Analyse sectorielle/entreprises : *Cathay Pacific a annoncé le 17 juillet anticiper une perte nette de 1,3 Md USD au S1-2020 ; Le secteur de la restauration pourrait perdre 400 M USD de recettes en juillet, en raison des nouvelles mesures gouvernementales.*

TAIWAN ([ici](#))

Commerce bilatéral de biens : *Le déficit commercial de la France diminue de 25% au cours des cinq premiers mois de l'année.*

Point sur les IDE au premier semestre : *Les IDE entrants, liés en particulier aux projets dans l'éolien offshore, augmentent mais restent inférieurs aux investissements taiwanais à l'étranger qui se maintiennent à un niveau relativement élevé en Chine.*

Demande externe au premier semestre : *Elle se maintient au même niveau que celle adressée à Taïwan au cours de la même période en 2019.*

Plan de développement national 2020-2024 : *Dans le domaine économique, ce plan vise à atteindre une croissance économique de 3,4% et un PIB / H de 30 000 USD en 2024.*

MONGOLIE ([ici](#))

Performances économiques du premier semestre 2020 : *les données préliminaires font état d'un déficit budgétaire de l'ordre de 666 M EUR*

Perspectives de croissance pour l'année 2020 : *la Banque centrale et la FMI envisagent une croissance légèrement négative*



CONJONCTURE

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent pour la première fois une croissance positive de +3,2% en juin depuis le début de l'année

Le recul des recettes publiques, imputable au ralentissement de l'activité économique et de la consommation des ménages sur la période ainsi qu'aux exonérations/réductions d'impôts pour les entreprises en difficulté durant l'épidémie, s'infléchit depuis le début du mois de juin : la diminution est ainsi de -10,8% (g.a.) au S1 2020 contre -13,6% entre janvier et mai. En effet, les recettes publiques enregistrent pour la première fois une croissance positive de +3,2% en juin, principalement due au rebond de la production industrielle qui affiche un taux de croissance positif depuis avril. Les recettes fiscales et les recettes non fiscales se contractent de -11,3% et de -8% respectivement au S1 2020. Il convient également de noter que les droits de timbre ont fortement progressé de +8,8% grâce à l'orientation favorable du marché boursier et aux émissions de titres sur la période, la perception des droits de timbre sur les titres augmentant de 16%.

Les dépenses publiques reculent de -5,8% au S1 2020, contre -2,9% entre janvier et mai, soit une réduction de -14,4% en juin. A noter que les dépenses de santé reculent de -0,2% au S1, dans le contexte de l'amélioration de la situation sanitaire, alors qu'elles avaient crû de 7,5% entre janvier et mai.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché obligataire : les régulateurs chinois cherchent à unifier des marchés obligataires encore fragmentés

Le 19 juillet, la PBoC et le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) ont déclaré dans un communiqué conjoint que les investisseurs qualifiés sur le marché interbancaire et sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen pourraient négocier les obligations cotées sur les deux marchés, via un mécanisme unifié de «connexion». Le marché obligataire chinois est le deuxième marché au monde au regard de critères de taille, pour un montant total de 15 400 Mds USD, mais chaque compartiment fonctionne indépendamment, sous la supervision de deux régulateurs différents. Le marché des obligations interbancaires est réglementé par la PBoC, alors que le marché des obligations négociées sur des marchés organisés est supervisé par le CSRC. Le marché des obligations interbancaires a enregistré un volume d'activité d'environ 23 500 Mds RMB en juin, en hausse de 36,5% en g.a., contre 1400 Mds RMB pour le marché des obligations régies par la CSRC, soit une croissance de 105,9% en g.a., selon les données de la Banque centrale.

Marché boursier : Ant Group planifie une double introduction en bourse à Shanghai et à Hong Kong
Ant Group, la filiale financière du géant du commerce électronique *Alibaba Group Holding Ltd.*, a annoncé le 20 juillet avoir officiellement lancé une demande d'introduction en bourse (IPO) simultanée à Hong Kong et à Shanghai dans le cadre du SSE STAR Market, ce qui constituerait la principale introduction mondiale jusqu'à nouvel ordre cette année. *Reuters* a rapporté la semaine dernière que *Ant Group* cherche à lever plus de 200 Mds USD. L'IPO de *Ant Group* intervient juste après qu'une autre société, *Semiconductor Manufacturing International Corp. (SMIC)*, a effectué la semaine dernière la plus grande introduction en bourse sur le SSE STAR Market depuis une décennie, pour un financement initial de 46,3 Mds RMB (6,6 Mds USD).

Anciennement connu sous le nom de *Ant Financial*, *Ant Group* exploite le plus grand service de portefeuille numérique de Chine - *Alipay*. La société ne publie pas d'états financiers, mais elle enregistrerait un chiffre d'affaires de 120 Mds RMB et un bénéfice net de 17 Mds RMB en 2019, selon les données de Bloomberg. A fin mars 2020, *Alipay* comptait au total 1,3 Md d'utilisateurs actifs.

Pour mémoire, le SSE STAR Market a célébré son premier anniversaire le 22 juillet 2020. Alors qu'au moment du lancement 25 sociétés avaient été cotées pour une capitalisation boursière initiale de 553 Mds RMB, 140 entreprises sont désormais cotées sur le SSE STAR Market pour une capitalisation boursière totale de 5640 Mds RMB (806 Mds USD). Ci-après les 25 premières entreprises cotées et leur évolution boursière:

Code de l'action	Entreprises	Entreprises	Cours d'ouverture le 22 juillet 2019 (le premier jour de cotation)	Cours enregistré en fin de séance le 23 juillet 2020
688018.SH	乐鑫科技	Espressif Systems (Shanghai) Co., Ltd.	152.45	178.00
688019.SH	安集科技	Anji Microelectronics Technology (Shanghai) Co., Ltd.	152.00	378.30
688016.SH	心脉医疗	Shanghai MicroPort Endovascular MedTech Co., Ltd.	142.00	306.62
688029.SH	南微医学	Micro-Tech (Nanjing) Co.,Ltd	113.02	223.70
688012.SH	中微公司	Advanced Micro-Fabrication Equipment Inc. China	109.80	205.23
688020.SH	方邦股份	Guangzhou Fang Bang Electronics Co.,Ltd.	106.00	111.95

688008.SH	澜起科技	Montage Technology Co.,Ltd.	91.30	88.27
688088.SH	虹软科技	ArcSoft Corporation Limited	86.50	68.55
688022.SH	瀚川智能	Suzhou Harmontronics Automation Technology Co.,Ltd	67.60	41.05
688388.SH	嘉元科技	Guangdong Jia Yuan Technology Shares Co.,Ltd.	66.00	52.86
688333.SH	铂力特	Xi'An Bright Laser Technologies Co.,Ltd.	61.00	70.03
688011.SH	新光光电	Harbin Xinguang Optic-Electronics Technology Co.,Ltd.	60.00	43.95
688002.SH	睿创微纳	Raytron Technology Co.,Ltd	59.10	68.69
688003.SH	天准科技	Suzhou Tztek Technology Co.,Ltd.	55.80	29.16
688001.SH	华兴源创	Suzhou HYC Technology Co.,Ltd.	55.40	44.20
688028.SH	沃尔德	Beijing Worldia Diamond Tools Co.,Ltd.	53.89	52.62
688006.SH	杭可科技	Zhejiang HangKe Technology Incorporated Company	49.00	52.85
688066.SH	航天宏图	Piesat Information Technology Co., Ltd.	43.00	50.05
688005.SH	容百科技	Ningbo Ronbay New Energy Technology Co.,Ltd.	42.58	31.01
688122.SH	西部超导	Western Superconducting Technologies Co., Ltd.	41.00	33.92
688015.SH	交控科技	Traffic Control Technology Co., Ltd.	40.80	45.00
688010.SH	福光股份	Fujian Forecam Optics Co.,Ltd.	40.03	43.34
688007.SH	光峰科技	Appotronics Corporation Limited	35.02	26.70
688033.SH	天宜上佳	Beijing Tianyishangjia New Material Corp., Ltd.	35.00	22.72
688009.SH	中国通号	China Railway Signal & Communication Corporation Limited	11.70	6.56

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations UE-Chine : la Chine pourrait prendre des mesures de rétorsions à l'encontre de fabricants européens de télécommunication en cas de « Huawei-ban » de la part des pays européens

D'après les sources du [Wall Street Journal](#), Pékin envisagerait des représailles contre les activités chinoises de Nokia et Ericsson¹, dans le scénario où les membres de l'Union européenne viendraient à bannir Huawei pour l'exploitation du réseau 5G. Ces mesures de rétorsion prendraient la forme de contrôles à l'exportation par le MOFCOM. Certains produits sont en effet déjà soumis à un contrôle des exportations² malgré l'absence, actuellement, de loi en la matière (le projet de loi pourrait rentrer en vigueur en janvier 2021).

La Commission européenne n'a pas pris de mesures à l'encontre de Huawei, mais a publié des recommandations en matière de cybersécurité 5G que les États membres pourraient volontairement adopter pour limiter la présence de Huawei dans chaque pays. La Commission devrait prochainement publier un rapport détaillant comment les États membres les ont adoptées.

Le Royaume-Uni avait ordonné la semaine dernière à ses opérateurs de téléphonie mobile de cesser l'achat d'équipements Huawei 5G avant la fin 2020 et de retirer les équipements Huawei 5G de ses réseaux avant la fin 2027.

Plusieurs fabricants occidentaux d'équipements de télécommunications, dont Ericsson et Nokia, ont déjà commencé à délocaliser leurs productions hors de Chine en 2019 afin d'éviter les droits de douanes résultant de la guerre commerciale.

Relations US-Chine : les Etats-Unis ajoutent 11 entreprises chinoises à la liste noire économique

Le [département américain du commerce](#) a ajouté lundi dernier 11 entreprises chinoises à la liste noire économique, les accusant de violations des droits de l'Homme envers les minorités musulmanes du Xinjiang. Le département du Commerce a déclaré que ces entreprises étaient impliquées dans l'utilisation du travail forcé des minorités musulmanes. 9 d'entre elles sont des entreprises textiles (dont un fournisseur de Lacoste, Ralph Lauren et d'Hugo Boss), les 2 autres sont accusées de procéder à des analyses génétiques afin de renforcer la répression envers les minorités musulmanes.

Les entreprises inscrites sur la liste noire ne peuvent pas acheter de composants à des entreprises américaines sans l'approbation du gouvernement américain.

Il s'agit du troisième groupe d'entreprises et d'institutions chinoises ajoutées à la liste noire américaine, 37 ont été rajoutées en octobre 2019 et en juin 2020.

¹ Les seuls concurrents majeurs de Huawei et de ZTE sur le marché des tours cellulaires.

² La Chine tient en effet une liste des biens soumis à un contrôle des exportations, tels que les biens militaires et les biens chimiques ou nucléaires à double-usage.



« China Exit » : Le Japon a accordé des subventions à 87 entreprises pour déplacer leurs lignes de production hors de Chine.

Le ministère de l'Economie, du commerce et de l'industrie japonais (METI) a accordé 653 M USD de subventions à 87 entreprises pour que celles-ci déplacent leurs lignes de production au Japon (pour 57 d'entre elles) et en [Asie du sud-est](#) (pour 30 d'entre elles). Parmi les 30 entreprises ayant bénéficié de subvention pour délocaliser en Asie du sud-est, 12 sont des producteurs d'équipement médical, 5 sont des entreprises pharmaceutiques.

Bien que la déclaration du METI n'indique pas explicitement que les subventions doivent être utilisées pour déplacer la production hors de Chine, le Premier ministre Shinzo Abe avait déclaré en mars que le Japon devait rapatrier la production ou la diversifier dans les pays d'Asie du sud-est afin d'être moins dépendant à la Chine.

OMC : La Chine est prête à « s'engager pleinement » dans les négociations de l'OMC concernant les subventions du secteur de la pêche :

D'après les sources de [Reuters](#), l'ambassadeur chinois auprès de l'OMC aurait déclaré être « prêt à s'engager pleinement dans les négociations intensives » sur les subventions de la pêche et aurait approuvé le calendrier des négociations qui doivent se poursuivre en septembre, visant à la conclusion d'un accord en décembre. L'ambassadeur chinois a cependant souligné la nécessité de formuler un traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en développement, dont la Chine. Ce dernier point risque d'être un point de friction lors des négociations, les Etats-Unis estimant que les TSD saperaient tout effet bénéfique d'une interdiction de subventions.

La conclusion d'un accord s'est avéré impossible dans le passé de par le refus de la Chine de diminuer les subventions ainsi que de réduire la taille et la portée de sa flotte maritime.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : un rapport du CSET recense 208 associations professionnelles participant à des transferts de technologie vers la Chine

Le think tank américain Center for Security and Emerging Technology (CSET) a publié un [rapport](#) identifiant les liens entre 208 associations professionnelles chinoises et des activités, plus ou moins concrètes, de promotion de transferts de technologies vers la Chine. Au sein de cette liste, 126 associations revendiquent explicitement de telles actions, bien que cette mention soit souvent absente de la version anglophone de leurs sites internet. Cette étude se base essentiellement sur les associations participant au plan « Haizhi » (ou « HOME » : « Help Our Motherland through Elite Intellectual Resources from Overseas ») de la China Association for Science and Technology (CAST) et celles affiliées aux deux fédérations internationales que sont la Overseas Chinese Science and Technology Organization Federation (OCSTOF) et la Federation of Chinese Professional Associations in Europe (FCPAE). Les Etats-Unis sont le pays accueillant le plus grand nombre d'associations (31,7% du total), devant l'Allemagne (13,5%), le Canada (8,7%) et la France (7,9%). A titre d'exemple, l'Association des Chinois à l'étranger pour la création d'entreprises (ACECE) vise à fédérer les entrepreneurs innovants d'origine chinoise installés en France afin de les inciter à « contribuer au développement de la mère-patrie ». Cette organisation revendique 700 membres et opère l'incubateur OuiCrea, que Station F présente officiellement comme son « programme Chine ».

145 000 personnes, appartenant en majorité (mais pas uniquement) à la diaspora chinoise, seraient membres de ces associations. 20% des personnes interrogées échangeraient « régulièrement » des informations sur des technologies avec leur réseau basé en Chine. Parmi les activités incriminées, CSET mentionne notamment la promotion, via ces canaux, de différents programmes de recrutement de talents, tels que le programme « [1 000 talents](#) », régulièrement dénoncé par les autorités américaines. La stratégie chinoise visant à attirer des technologies étrangères prend de multiples formes et cible des technologies à des niveaux de maturité variés. Parmi ces moyens, le recrutement de « talents » formés à l'étranger et disposant d'une forte expertise technique occupe une place privilégiée. Dès le milieu des années 1990, de nombreux programmes ont ainsi été lancés afin de recruter en Chine, de manière ciblée, des chercheurs de haut niveau. Au travers des organisations parfois liées au « Front Uni », organe d'influence du Parti Communiste Chinois, la Chine cherche à mobiliser les communautés chinoises d'outre-mer afin qu'elles participent à cet effort.

Le CSET est un [think tank](#) affilié à l'université de Georgetown (Washington DC), proche des milieux du renseignement américain, et qui se spécialise dans les enjeux technologiques et de sécurité.

Cyber sécurité : les États-Unis accusent la Chine d'avoir cherché à obtenir des secrets industriels par des moyens cyber

Le 21 juillet 2020, le département de justice américain a [accusé](#) deux citoyens chinois – Li Xiaoyu et Dong Jiazhi – d'avoir cherché à dérober, par des moyens cyber, des secrets industriels relatifs à de la recherche médicale (COVID-19), des systèmes d'armement (systèmes de contre-mesures en cas d'attaque chimique, systèmes d'intégration bateau-hélicoptère, etc.) et des entreprises du secteur de la défense (laser, programmes satellitaires militaires, réseaux sans fil militaires, etc.). Les deux individus auraient agi sur les ordres du bureau du Ministère de la sécurité d'État (renseignement) de la province du Guangdong. Ils auraient volé ou tenté de voler plusieurs téraoctets de données à des entreprises occidentales de onze pays différents, dont plusieurs pays européens : Allemagne, Pays-Bas, Lituanie, Belgique, Espagne et Grande-Bretagne. Les deux personnes inculpées étaient camarades de classe à la University of Electronic Science & Technology (UEST) de Chengdu, [réputée](#) comme un terrain privilégié de recrutement de hackers pour l'armée chinoise.

Semi-conducteurs : Huawei recrute des spécialistes de la lithographie, une technologie de production de semi-conducteurs

D'après les [informations](#) recueillies par le média spécialisé Kejiqian, Huawei aurait publié cette semaine des offres d'emploi visant à recruter des talents spécialisés dans le développement de machines de lithographies, une technologie dont la maîtrise est nécessaire pour la gravure de semi-conducteurs avancés. Suite au durcissement des sanctions américaines, TSMC, le leader mondial taiwanais des fonderies de semi-conducteurs, a confirmé le 16 juillet l'arrêt de ses livraisons à Huawei, obligeant le groupe de Shenzhen à trouver des [alternatives](#) en Chine. Néanmoins, les entreprises chinoises éprouvent des difficultés à s'approvisionner en machines de lithographie, celles-ci contenant pour la plupart une forte dose de propriété intellectuelle américaine. Selon cette source, Huawei aurait donc choisi d'internaliser la production de telles machines en mettant en place un département dédié où les employés « travaillent 18 à 19 heures par jour », avec pour objectif de pouvoir produire des machines capables de graver en 5nm en moins de deux ans. Un tel niveau de précision est le plus avancé actuellement : cette technologie n'est pour l'heure maîtrisée que par TSMC, qui annonce même être en mesure de produire en 3 nm dès 2022.

Face aux sanctions américaines, la Chine [cherche à s'affranchir](#) de sa dépendance aux technologies étrangères en soutenant massivement la montée en gamme de son industrie des semi-conducteurs. Cette semaine, un parc industriel dédié au secteur a par exemple été [inauguré](#) à Changsha (Hunan), avec un investissement initial de 16 Mds CNY (2 Mds EUR). Selon SEMI, le marché mondial des équipements de gravure de semi-conducteurs [devrait](#) atteindre 63 Mds USD (+6%) en 2020 (55 Mds EUR), voire 70 Mds USD (60 Mds EUR) en 2021.

Politiques industrielles : les parcs technologiques chinois se réforment en vue de mieux utiliser les « ressources innovantes » étrangères

Le 17 juillet 2020, le Conseil des affaires de l'État a rendu publiques une [série d'orientations](#) visant à faire monter en gamme les parcs technologiques du pays : à l'horizon 2035, leurs « principales industries » devront notamment avoir intégré les niveaux intermédiaire ou supérieur des chaînes de valeur mondiales. Parmi les principales mesures que le plan propose pour atteindre cet objectif : des procédures simplifiées pour l'attribution de visas aux professionnels étrangers employés au sein de ces zones ; l'établissement, par ces zones technologiques, de centres « de coopération » à l'étranger ; la mise en place de laboratoires conjoints avec des établissements d'éducation supérieure ou des centres de recherche chinois et étrangers.

Alors que, dans le contexte de tensions commerciales et politiques croissantes entre la Chine et les Etats-Unis, le plan industriel « Made in China 2025 » est mis en sourdine depuis l'été 2018, les autorités chinoises n'ont pas pour autant renoncé à leurs objectifs de montée en gamme ni aux méthodes volontaristes pour ce faire. Une partie de cette politique se retrouve désormais décentralisée au niveau provincial ou municipal et, alors que se profile un « découplage » technologique entre les Etats-Unis et la Chine, vise prioritairement à sécuriser l'approvisionnement des entreprises technologiques du pays en « ressources innovantes » (technologies, brevets, experts, etc.).

Créés en 1988, les [168 parcs technologiques](#) que compte le pays proposent réductions fiscales, subventions, financements et autres services dédiés (aide au recrutement de scientifiques de très haut niveau, etc.) aux entreprises qu'ils accueillent.

Diplomatie : la Chine et l'Iran devraient renforcer leur coopération dans les domaines des télécommunications et de la cybersécurité

Selon le [New York Times](#), en juin 2020, la Chine et l'Iran auraient secrètement paraphé un partenariat scellant une alliance globale sur 25 ans. L'accord mentionnerait notamment la construction d'infrastructures de télécommunications de cinquième génération (5G) par la Chine ainsi qu'une assistance aux autorités iraniennes en matière de contrôle des informations diffusées en ligne.

Pour rappel : en 2016, le MIIT chinois et le ministère iranien des télécommunications et des technologies de l'information avaient signé un [protocole d'entente](#) portant sur la construction des infrastructures de télécommunications, la recherche collaborative dans le domaine des télécommunications, la coordination en matière satellitaire, la cyber sécurité, et les ressources humaines (échanges de chercheurs et de personnels techniques, formation, etc.). Surtout, en juillet 2019, les deux ministères avaient par ailleurs créé un [groupe de travail conjoint](#) visant à « cartographier et lutter contre les menaces cyber » - en particulier américaines. Lors de sa prise de parole à l'occasion de la création de ce groupe, le ministre iranien avait en effet évoqué « l'unilatéralisme » américain avant de mentionner que les deux pays « sont confrontés à des défis similaires et ont donc besoin de trouver des solutions communes ».

Comme révélé par [Reuters](#) en mars 2020, Huawei avait par ailleurs été directement impliqué, en 2010, dans la vente d'équipements informatiques (serveurs et switches HP ; logiciels de Microsoft, Symantec, Novell, etc.) au principal opérateur mobile iranien : Mobile Telecommunication Co of Iran (MCI ou MCCI). Panda International Information Technology (spécialiste de l'électronique figurant sur la [liste](#) des 20 entreprises chinoises ayant des liens avec l'Armée de libération populaire récemment publiée par le Pentagone) a également participé à fournir des équipements. Un [rapport](#) de la Shanghai International Studies Universities datant de 2016 mentionne par ailleurs que « Huawei, ZTE et Fiberhome possèdent en Iran des parts de marché et une réputation excellentes ».

Jeux vidéo : Tencent se positionne pour acquérir 20% du studio français Voodoo

Selon [Sina](#), le groupe technologique Tencent (jeux vidéo, messagerie instantanée, *big data*, etc.) réfléchirait à prendre une participation minoritaire, 20 ou 25%, dans le studio de jeux vidéo Voodoo pour un montant proche de 500 M EUR. Les entreprises Ubisoft (France) et Zynga (Etats-Unis) auraient également exprimé leur intérêt pour investir dans Voodoo, qui est pour l'instant détenu par ses deux fondateurs, ainsi que par un fonds d'investissement lié à Goldman Sachs.

[Voodoo](#) est un éditeur basé à Paris spécialisé dans l'« hyper casual gaming », des jeux simples dont les titres les plus réputés sont Roller Splat ou Snake VS Block. En 2018, Tencent avait déjà pris une participation de 5% dans le studio Ubisoft suite au retrait de Vivendi. Le groupe de Shenzhen s'était alors [engagé](#) à ne pas augmenter son actionariat pendant trois ans.

Matières premières : le Ministère de l'Industrie et des technologies de l'Information (MIIT) annonce les quotas de production de terres rares pour l'année 2020

Le 16 juillet, le MIIT a [annoncé](#) les quotas d'extraction de terres rares alloués aux six entreprises qui contrôlent le secteur. Au total, ces dernières pourront produire 120 850 tonnes de terres rares rocheuses légères (+7,1% par rapport à [2019](#)) et 19 150 tonnes de terres rares ioniques (constant) ainsi que 135 000 tonnes produits issus d'une séparation par fusion (+6,3%). Les six entreprises du secteur ont vu leur production ajustée selon les modalités suivantes :

	Terres rares légères (rocheuses)		Terres rares lourdes (ioniques)		Produits issus d'une séparation par fusion	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
China Minmetals	14 350 t	14 550 t	2 500 t	2 500 t	21 879 t	23 879 t

Rare Earth Co.						
Chinalco Rare Earth & Metals Co.	-	-	2 010 t	2010 t	5 658 t	5 658 t
China Northern Rare Earth Group	70 750 t	73 550 t	-	-	60 984 t	63 784 t
Southern China Rare Earth Group	27 750 t	32 750 t	8 500 t	8 500 t	23 912 t	27 112 t
Xiamen Tungsten Co.	-	-	3 440 t	3 440 t	3 963 t	3 963 t
Guangdong Rare Earths Industry Group	-	-	2 700 t	2 700 t	10 604 t	10 604 t

Au tournant des années 2010, le gouvernement central chinois avait cherché à organiser son industrie d'extraction et d'exploitation des terres rares. En 2011, un [texte](#) du Conseil des affaires de l'Etat (gouvernement chinois) mentionne ainsi que « d'ici un à deux ans, l'industrie devra être fondamentalement concentrée autour de grands groupes » et que « le niveau de concentration des trois premières entreprises de l'industrie des terres rares ioniques du sud du pays devra dépasser 80% ». En décembre 2013, le Conseil des affaires de l'État va plus loin, [officialisant](#) l'organisation de l'industrie des terres rares autour de six grands groupes : deux groupes sous la tutelle du gouvernement central ; quatre groupes locaux. Ces quatre derniers ont pour la plupart été créés par la consolidation de différents acteurs locaux, consolidation qui a été globalement achevée en 2015. En mai 2019, les six groupes avaient en effet absorbé 66 des 67 détenteurs de licences d'extraction de terres rares et 77 des 99 entreprises de fusion et séparation du pays. Une partie des entreprises restantes ont par ailleurs été liquidées ou sont en cours de liquidation.

Politique industrielle : le concept de « double cycle domestique, et international » a le vent en poupe

Mentionné (apparemment) pour la première fois lors d'une [réunion du comité permanent](#), le 14 mai 2020, puis à nouveau repris lors des double assemblées (*lianghui*) qui ont suivi, le concept de « double cycle, domestique et international », a le vent en poupe. Cette idée a été reprise par Xi Jinping lors de son [symposium du 21 juillet 2020](#) organisé avec des chefs d'entreprises chinoises : il s'agit de « former progressivement un nouveau modèle de développement dans lequel le grand cycle domestique est le pilier principal, et de faire en sorte que le cycle domestique et le cycle international se renforcent mutuellement ». Plus loin, Xi Jinping précise sa pensée : « par le passé, alors que la globalisation économique s'approfondissait, les marchés comme les ressources se trouvent à l'extérieur » ; alors que « l'environnement international est (désormais) caractérisé par le protectionnisme, la stagnation et des marchés qui rétrécissent », le marché national – « de dimension extraordinaire » selon Xi – est appelé à jouer un rôle plus important et, partant, à stimuler l'économie mondiale. Pour cela, l'industrie chinoise doit toutefois monter en gamme, être plus innovante, et acquérir la maîtrise des technologies critiques, ce qui passe par une utilisation accrue des « ressources » innovantes (technologies, brevets, scientifiques et experts, etc.) domestiques et internationales. En effet, comme le mentionne une exégèse du concept parue dans [Qiushi](#) en juillet 2020, « ce n'est qu'en participant activement à l'économie mondiale et en élargissement l'ouverture que l'on pourra obtenir davantage de ressources, technologies, experts, soutien financier ».



Le leadership chinois semble ainsi considérer les tensions commerciales et technologiques avec les États-Unis comme la manifestation d'un phénomène plus durable, qui contraint le pays à ajuster sa relation avec le monde et à s'adosser désormais en priorité au marché intérieur. Les implications en matière de réserve de change, etc. pourraient amener les dirigeants à apporter des ajustements à d'autres stratégies nationales – l'initiative « une ceinture, une route », notamment, qui pourrait ainsi être davantage portée par les coopérations scientifiques et numériques que par les projets d'infrastructures.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transports aériens : la Chine exige des tests négatifs au COVID-19 à l'embarquement des passagers de vols internationaux entrants

Selon [la notice conjointe du 20 juillet](#) de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), de l'Administration générale des douanes (GACC) et du Ministère des Affaires étrangères, les passagers de vols internationaux entrants en Chine sont tenus de présenter, avant embarquement pour le vol à destination de la Chine, un résultat de test à l'acide nucléique (PCR) négatif au COVID-19 de moins de 5 jours avant le départ. Les établissements médicaux doivent être agréés par l'Ambassade de Chine du pays d'origine au départ du vol. Les passagers chinois doivent télécharger leurs résultats via une application dédiée sur le réseau social chinois « wechat », tandis que les passagers étrangers doivent soumettre les leurs aux autorités consulaires chinoises dans le pays de départ, via un formulaire mis à disposition.

Dans les faits, la Chine semble avoir intention de négocier ces dispositions en bilatéral avec les pays tiers, en fonction de l'évaluation de la situation épidémique. Aucune date de mise en œuvre n'a été annoncée pour la France. Ces directives chinoises posent par ailleurs question, notamment en matière de droits de passagers, s'agissant de la communication de données individuelles de santé à une autorité de pays tiers. Les conditions d'application pour la France s'avèrent par ailleurs problématiques, notamment pour le régime applicable aux passagers en correspondance transitant par le hub de Paris Charles-de-Gaulle entre un point d'origine dans un pays tiers (Amérique du Nord ou du Sud, Europe, Afrique) et une destination en Chine.

La mise en place de mesures sanitaires telles que le dépistage au COVID-19 fait l'objet de réflexion dans le secteur de l'aviation civile. Ainsi, le document d'orientation [« paré au décollage »](#) de la *Council's Aviation Recovery Task Force (CART)*, validé par le Conseil de l'OACI le 1^{er} juin, considère notamment que le dépistage ne devrait pas être imposé comme une condition préalable pour la réouverture des frontières ou le rétablissement des services aériens, du fait que les tests à l'acide nucléique manquent encore de fiabilité.

De son côté, l'Agence européenne de sécurité de l'aviation (AESA) indique dans [son guide sur les mesures sanitaires pour l'aviation dans le cadre de l'épidémie de COVID-19](#), en lien avec la European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC), que s'il est encore prématuré de mettre en place un « passeport d'immunité » pour les passagers aériens afin de faciliter leurs trajets, les recommandations pourraient rapidement évoluer en fonction de données scientifiques objectives sur le plan immunologique ou sur les méthodes de dépistage disponibles.

Il est possible d'imaginer que la mise en place de ces nouvelles procédures chinoises pourrait être bénéfique aux compagnies aériennes, toujours sur la menace de suspensions de liaisons en cas de détection d'un trop grand nombre de passagers diagnostiqués porteur du COVID-19 à l'entrée en Chine. Cela pourrait conduire également à un allègement des contraintes à l'arrivée en Chine, aussi bien en matière de dépistage que d'observation de quarantaine (aujourd'hui fixée à 14 jours). Sans attendre leur mise en place, la municipalité de Shanghai a décidé d'expérimenter un nouveau système à compter du 27 juillet, divisant les 14 jours de quarantaine en 7 jours en hôtels centralisés, suivis par 7 jours d'auto-observation à domicile, [sous certaines conditions](#).



Infrastructures aéroportuaires : la CAAC souhaite mieux coordonner le développement de la « Greater Bay Area »

Le 15 juillet 2020, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a [rendu publiques](#) des « opinions » visant à coordonner le développement aéroportuaire de la « Greater Bay Area », conurbation incluant neuf villes du sud de la Chine ainsi que Hong Kong et Macao. Le document définit les orientations des politiques publiques qui devraient être mises en place afin de permettre à ladite région de devenir un « ensemble aéroportuaire de rang mondial », à la fois « sécurisé », « coordonné », « vert » et « intelligent » à l'horizon 2035 – conformément aux objectifs définis dans le plan de développement de la « Greater Bay Area », publié en février 2019.

Les « opinions » précisent ainsi le rôle attendu des différents aéroports de la région : si le rôle de Hong Kong en tant que hub international doit être « consolidé » (ce qui implique notamment un renforcement de son rôle de hub de transit), des « efforts » doivent être faits pour améliorer les « fonctions » et les « capacités » de celui de Canton (notamment en matières de longs et moyens courriers). Pour sa part, l'aéroport de Shenzhen est appelé à augmenter ses capacités dans le domaine des services aéroportuaires ainsi que des « capacités de soutien » en matière de fret ; son internationalisation doit aussi être approfondie.

Sur le plan industriel, enfin, les « opinions » proposent également la mise en place d'une « plateforme de coopération » entre Hong Kong, Macao et Zhuhai, ainsi que la création d'une zone industrielle « modèle » entre Shenzhen et Zhuhai dans le domaine de l'aviation civile. La « Greater Bay Area » est également appelée à devenir un centre de formation pour les pays partenaires de la Chine dans le cadre de l'initiative « Une ceinture, une route » (BRI).

Ces projections font cependant l'impasse sur la situation pandémique et la mise en place par la Chine de mesures sanitaires réduisant les vols internationaux à moins de 10% du volume de l'an dernier à la même période. Les activités internationales des aéroports sont fortement touchées. A titre d'illustration, l'aéroport de Shenzhen (SZAC) a annoncé mi-juillet une perte comprise entre 133 et 153 M CNY (entre 16 et 19 M EUR) au premier semestre 2020. Les observateurs financiers estiment que les baisses de profit pour 2020 devraient être de l'ordre de - 65% pour SZAC.

Risques naturels et industriels : les inondations dans le sud de la Chine soumettent les ouvrages d'art à rude épreuve

Les inondations qui touchent le sud de la Chine, principalement dans le bassin du Yangtsé (cf. Brèves du SER des semaines précédentes), soumettent les ouvrages d'art (barrages et ponts) à des pressions inédites.

Ainsi, le 7 juillet, le pont historique de Zhenhai, datant du XVI^e siècle (bien que reconstruit plusieurs fois depuis) a été emporté par les flots. Le 19 juillet, les autorités ont été contraintes de dynamiter un barrage sur la rivière Chu, affluent du Yangtsé, afin de protéger les populations locales. A la même période, les autorités de Enshi, une ville en amont de Wuhan sur le Yangtsé, ont prévenu la population d'une possible évacuation d'urgence, en cas de rupture du barrage en amont de la ville. L'alerte a depuis été levée.

Enfin, les autorités ont publié cette semaine un avis démentant des rumeurs circulant au sujet de la solidité du barrage des Trois Gorges, en amont de Wuhan, et ont au contraire souligné le rôle de tampon assuré par l'ouvrage, permettant de réduire l'ampleur des inondations.

Développement durable : état d'avancement d'un programme cadre de lutte contre les pollutions plastique

Conformément au programme cadre de lutte contre la pollution plastique publié par la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) le 16 janvier 2020 (cf. Brèves du SER du 20 janvier 2020), un plan de mise en œuvre a été publié le 10 juillet par la NDRC et le MEE, conjointement avec le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT), le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (MoHURD), le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), le Ministère du commerce (MofCom) et trois autres autorités. Le plan précise les produits plastiques interdits avant fin 2020 : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 0,025 mm, les films plastique à usage agricole d'une épaisseur inférieure à 0,01 mm, les cotons-tiges à usage unique, la vaisselle jetable, les sacs de course non-recyclables, les pailles en plastique, etc.

Les provinces doivent publier leur déclinaison locale de ce plan avant mi-août. Les autorités locales doivent notamment lancer des missions d'inspection afin s'assurer que les supermarchés, les centres commerciaux et les restaurants cessent la commercialisation ou la distribution des produits plastiques interdits.

Lire l'annonce complète en chinois :

http://www.mee.gov.cn/xxgk2018/xxgk/xxgk10/202007/t20200717_789638.html

Développement durable : lancement du Centre national d'études sur la protection de l'environnement du fleuve Yangtsé, par le Ministère de l'écologie et de l'environnement et la *China Three Gorges Corporation*

Le « Centre national d'études sur la protection de l'environnement du fleuve Yangtsé » a été lancé le 17 juillet par le Secrétaire du PCC du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), M. SUN Jinlong, le Ministre de l'écologie et de l'environnement, M. HUANG Runqiu, le Président et le Directeur général de la *China Three Gorges Corporation* (CTG). Ce centre a pour objectif de renforcer la coopération entre les deux entités et de mettre en œuvre l'accord de coopération et d'échange d'expertise portant sur la protection de l'environnement et la restauration des écosystèmes du bassin du fleuve Yangtsé, signé en février 2019 par le MEE et la CTG.

Pour mémoire, la CTG est une entreprise d'Etat fondée en 1993. Elle se positionne comme un groupe d'énergie propre se concentrant sur l'installation et l'exploitation d'hydroélectricité à grande échelle. Après plus de vingt ans de croissance, elle devient la plus grande entreprise d'hydroélectricité au monde et le plus grand groupe d'énergie propre en Chine.

Energie: nouveau projet pilote de production d'hydrogène à partir de l'électricité solaire photovoltaïque

Le groupe pétrochimique *Ningxia Baofeng Energy*, opérant dans la province de Ningxia, a démarré la construction d'un projet pilote de production et de stockage d'hydrogène par électrolyse à partir de solaire photovoltaïque. *Ningxia Baofeng Energy* vise une production annuelle de 160 M m³ d'hydrogène par cette installation, la hissant au premier rang mondial d'après le groupe chinois. En parallèle, *Baofeng Energy* prévoit la construction d'un site de polygénération, capable de produire 1,2 Mds m³ d'hydrogène par an à partir de gaz de fours à coke.

Pour mémoire, la Chine a considérablement augmenté sa production d'hydrogène ces dernières années (33 % de la production mondiale en 2018, soit 25 Mt). L'hydrogène y est produit à 99 % à partir



de sources fossiles dont à 62 % par gazéification du charbon (la gazéification représente jusqu'à 5 % de la consommation de charbon du pays), à des prix compétitifs : environ 1,4 CNY/m³ soit 0,17 €/m³ pour l'hydrogène produit à partir du charbon. L'électrolyse de l'eau ne représente actuellement que 1 % de la production totale d'hydrogène en Chine.

Energie: création d'une alliance regroupant 40 entreprises photovoltaïques chinoises

40 entreprises chinoises opérant à différents niveaux de la chaîne de valeur du photovoltaïque ont conjointement créé la *"600W+ photovoltaic open innovation ecological alliance"*. A travers l'association, ces entreprises (Trina Solar, Sungrow, Huawei Digital, etc.) collaboreront à la réalisation de produits conjoints, à la création de normes et de systèmes permettant d'exploiter les modules photovoltaïques de plus de 600W de capacité, ce qui, selon l'association, constitue le futur du secteur.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Shanghai : lancement du nouveau fonds national de développement vert avec 88,5 Mds CNY d'investissement annoncés pour la première phase

Le 15 juillet, le National Green Development Fund Co., Ltd a été officiellement inauguré à Shanghai en présence de Li Qiang le secrétaire du Parti de Shanghai, Gong Zheng maire par intérim de Shanghai, le ministre des Finances Liu Kun et le ministre de l'Ecologie et de l'Environnement Huang Runqiu. Ce fonds national d'investissement est présenté comme la concrétisation du développement de la civilisation écologique lancée par Xi Jinping et contribuera à un développement économique de haute qualité. Le fonds aura pour rôle de financer des opérations de lutte contre la pollution, de restauration écologique, d'écologisation des terres et des transports... Le ceinture économique du fleuve Yangtze est particulièrement ciblée, ainsi que les provinces y correspondant (la YREB).

Le fonds opérera sur l'ensemble du territoire national à partir de Pékin et Shanghai mais a déjà mis en place des succursales dans certaines des provinces ciblées (Jiangsu, Anhui, Zhejiang, Hubei, Jiangxi, Guizhou, Sichuan, Yunnan...) . Fruit d'une coordination entre le comité central du Parti et le Conseil d'Etat, le fonds est co-financé par le ministère des Finances, le ministère de l'Ecologie et l'Environnement et la municipalité de Shanghai. 88,5 Mds CNY ont été annoncés pour la première phase du fonds.

[Lire la publication officielle](#)

Shanghai : publication des résultats économique du premier semestre 2020

Au premier semestre 2020, la ville de Shanghai a enregistré un PIB de 1736 Mds CNY, en baisse de -2,6 % en glissement annuel. L'industrie primaire a atteint un PIB de 3,4 Mds CNY, en baisse de -16,9 %, l'industrie secondaire un PIB de 426 Mds CNY, en baisse de -8,2 %, et l'industrie tertiaire un PIB de 1306 Mds CNY, en baisse de -0,6 %. En termes de valeur ajoutée, certains segments de l'industrie tertiaire ont augmenté : le secteur des TIC et logiciels de +13,5 %, le secteur financier de +7,4 %, la santé et le travail social de +8 %. Le commerce de gros et de détails a enregistré une baisse de -9,4 % en valeur ajoutée. Concernant la production industrielle, la valeur de la production a atteint 1501 Mds CNY, en baisse de -6,3 % en g.a., et celle des industries stratégiques et émergentes 597 Mds CNY en hausse de +5,5 %. Les ventes au détail de biens de consommation ont atteint 695 Mds CNY, en baisse de -11,2 %, le taux de baisse ayant repris 9,2 points par rapport à celui du T1 2020. La valeur totale des importations et exportations enregistre également une baisse moins prononcée qu'au T1 2020, de -0,7 % soit 3,3 points de moins avec une valeur totale de 1581 Mds CNY et le montant des investissements directs étrangers ont atteint 10 Mds USD, en augmentation de +5,4 en g.a.

[Lire la publication officielle](#)

Hubei : chute de la croissance de -19,3% au 1^{er} semestre 2020.

Selon les chiffres publiés le 21 juillet par le bureau des statistiques du Hubei, la croissance réelle dans la province a reculé de -19,3% sous l'effet des mesures de confinement et de prévention de reprise de l'épidémie de Covid-19. Dans le détail, la valeur ajoutée dans l'industrie et les investissements en actifs fixes ont chuté de -20,8% et -56,2% respectivement en glissement annuel. Les ventes de détail accusent un repli de -34,1% et les investissements étrangers se sont effondrés de -72,4%. Le processus de réouverture de l'économie du Hubei s'est achevé le 20 juillet avec l'autorisation donnée aux salles



de cinéma de rouvrir leurs portes au public, sous réserve d'un taux de fréquentation limité à 30% et d'une obligation pour les personnes sans lien familial ou personnel de se tenir à un mètre de distance les uns des autres. 98,8% des entreprises industrielles "de taille significative" auraient relancé leurs activités au 20 juillet, avec un taux de retour moyen des employés de 98,8%. Les autorités ont par ailleurs apporté des précisions sur la construction des « nouvelles infrastructures » dans le cadre des mesures de soutien à l'économie, avec un objectif de construction de 50 000 stations de base 5G en 2020 annoncé le 21 juillet.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

- **Situation économique**

Impact de la pandémie : Alors que Hong Kong connaît depuis le 7 juillet une nouvelle vague de contaminations locales, le gouvernement a mis en place le 15 juillet jusqu'au 29 juillet des mesures de distanciation sociale : rassemblement dans les lieux publics limités à 4 personnes maximum, fermeture des restaurants de 18h à 5h et réduction de moitié leur capacité d'accueil durant les heures d'ouverture, fermeture des installations culturelles et de loisir. Les fonctionnaires sont de nouveau en télétravail à partir du 20 juillet.

Obligatoire dans les transports publics depuis le 14 juillet, le port du masque le devient aussi à partir du 23 juillet dans les lieux publics intérieurs clos (magasins, aéroports, halls d'immeubles...) pour 2 semaines, sous peine d'une amende de 645 USD. **La quarantaine pour les résidents de retour à Hong Kong en place depuis le 8 février est étendue du 18 septembre au 31 décembre.** Par ailleurs, la quarantaine pour les résidents et non-résidents en provenance de Chine, Macao et Taïwan, est étendue jusqu'au 7 septembre.

Chômage : **Le taux de chômage a atteint 6,2% en juin (contre 5,9% en mai), en augmentation pour le 9^{ème} mois consécutif, et atteint son plus haut niveau depuis 15 ans.** Il s'élève à 10,7% dans les secteurs de la distribution et du tourisme, et 14,7% en particulier dans la restauration.

- **Place financière**

Indice boursier : **Le fournisseur d'indices boursiers hongkongais Hang Seng Indexes Company, lancera le 27 juillet un nouvel indice dédié aux entreprises technologiques, le « Hang Seng Tech Index »,** suivant la performance des 30 premières entreprises cotées à Hong Kong dans les domaines de l'internet, des technologies de l'information et de la communication (TIC), du numérique, du cloud, et du e-commerce. Alibaba, Tencent, Meituan Dianping, Xiaomi et Sunny Optical devraient constituer les 5 premières capitalisations de ce nouvel indice. Ce lancement intervient alors que plusieurs introductions en bourse significatives d'entreprises technologiques ont eu lieu récemment à Hong Kong (Alibaba, JD.com, NetEase...), ou sont en projet (Ant Group). 163 entreprises technologiques sont actuellement cotées à la bourse de Hong Kong, et représentent 33,2% de sa capitalisation.

- **Analyse sectorielle/entreprises**

Aérien : **Cathay Pacific a annoncé le 17 juillet anticiper une perte nette de 1,3 Md USD au S1-2020, contre un bénéfice de 170 M USD au S1-2019.** Cathay publiera ses résultats semestriels le 12 août. **L'aéroport de Hong Kong a enregistré en juin une baisse de -99,1% du nombre de passagers (59 000) et de -7,7% du fret (357 000 tonnes).** La baisse sur le semestre atteint -78,1% pour le trafic passagers (8,3 M) et -10,2% pour le fret (10 M tonnes).

Restauration : **Le secteur de la restauration pourrait perdre 400 M USD de recettes en juillet, en raison de la fermeture** imposée depuis le 15 juillet entre 18h et 5h. Les recettes des restaurants ont déjà chuté de 31,2% au T1-2020, soit une perte de 2,8 Mds USD. Plus de 250 restaurants (sur 12 000) ont fait faillite en juin.

TAIWAN

Le commerce de biens entre la France et Taïwan au cours des cinq premiers mois 2020

Selon les douanes françaises, au cours des cinq premiers mois 2020, le commerce de biens entre la France et Taïwan s'établit à 1,8 Md EUR, soit -13,7% par rapport à la même période de 2019. Les exportations françaises diminuent de 7,8% à 646,9 M EUR (forte baisse des matériels de transport - 69%). Les « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (140 M EUR, +35,7%) deviennent le 1er poste des exportations françaises vers Taïwan, suivis des « produits informatiques, électroniques et optiques » (137 M EUR, -4,4%) et des « produits des industries agroalimentaires (IAA) » (97,6 M EUR, -15,8%). Les importations françaises de Taïwan baissent de 16,6% à 1,1 Md EUR. Au final, le déficit commercial bilatéral de la France s'établit à 523 M EUR, affichant une réduction de 25%.

Point sur les IDE au cours du premier semestre 2020

Au cours des six premiers mois de 2020, 1688 investissements étrangers ont été approuvés par la [commission des Investissements du MOEA](#) représentant 3,8 Md USD. Ces chiffres sont en baisse de 1,7% en nombre de projets et de 9,2% en valeur par rapport à la même période de 2019. 56 projets sont originaires de Chine continentale pour un montant de 49,5 M USD. Si le nombre de projets d'investissements baisse de 9,6%, leur montant progresse de 4,3%. Au cours de cette période, il y a eu 266 projets d'IDE sortants taïwanais (hors Chine) soit 5 Md USD, indiquant une baisse de 15% du nombre de projets mais une augmentation de 37,5% en valeur. Pour ce qui concerne les investissements taïwanais en Chine, 245 demandes ont été approuvées de janvier à juin 2020 (-13,1%). Les investissements taïwanais en Chine au cours de cette période augmentent de 52,4% à 3,1 Md USD.

Export : nouvelle hausse de la demande externe en juin

Pour le quatrième mois consécutif, Taïwan enregistre une hausse des commandes export, au mois de juin 2020, entraînée par le secteur des TIC (tablettes, notebook, serveurs). Le [département des statistiques du MOEA](#) annonce ainsi une hausse des commandes de 6,5% par rapport à juin 2019 à 41 Mds USD (dont 54% seront produites à l'étranger) et en progression de 5,4% par rapport à mai 2020. Cette hausse des commandes adressées à Taïwan provient principalement des Etats Unis (+13,6%), de Chine et Hongkong (+13%), d'Europe (+10,8%) et d'ASEAN (+1,8%). Il y a en revanche une baisse sensible de la demande du Japon (-5,2%). Sur les six premiers mois de l'année 2020, les commandes pour l'export atteignent 222,6 Mds USD, soit en baisse de 0,1% par rapport à la même période en 2019.

Nouveau plan de développement national 2020-2024

Le Yuan exécutif a récemment validé un plan de développement national pour la période de 2021 à 2024. La croissance économique devrait atteindre 2,6% en 2021 puis 3,4% en 2024. Le plan prévoit également : un taux de chômage sous la barre des 4% (entre 3,5 et 3,8%), une hausse de l'indice des prix à la consommation entre 1 et 1,5% et un PIB / H de 30 000 USD en 2024. Ce plan met l'accent sur les six secteurs stratégiques, dévoilés par la présidente TSAI dans son discours d'investiture : les technologies de l'information et des communications (dont l'Internet des objets et l'intelligence artificielle), les biotechnologies et les équipements médicaux, la défense nationale, les énergies renouvelables ainsi que les industries permettant la constitution de stocks stratégiques. Si le gouvernement cherche ainsi à renforcer la compétitivité et l'environnement des affaires, ce programme de développement économique vise également à augmenter les logements sociaux et à soutenir la prise en charge des personnes dépendantes et en particulier des enfants dans le besoin.

MONGOLIE

Performances économiques du premier semestre 2020 : les données préliminaires font état d'un budgétaire de l'ordre de 666 MEUR.

Selon les données préliminaires de l'Office National des Statistiques mongol (NSO) concernant les performances économiques du pays sur les six premiers mois de l'année, le déficit budgétaire avoisine les 666 MEUR. Ce déficit s'explique d'une part par l'augmentation de près de 33,8% des dépenses de l'Etat sur le premier semestre, comparé à la même période en 2019, couplé à une chute de l'ordre de 15,8% du montant des taxes collectées sur cette même période. Les taxes composent 85,5% du revenu du gouvernement, raison pour laquelle une baisse des revenus issus de la collecte des taxes impacte si directement la structure du budget de l'Etat. La chute de la production et de l'exportation de produits miniers, qui est la première source de taxation, explique en grande partie le déficit actuel.

Perspectives de croissance pour l'année 2020 : la Banque centrale et la FMI envisagent une croissance légèrement négative

La quasi-totalité des institutions financières internationales prévoient une contraction de l'économie mongole en 2020. La Banque de Mongolie a récemment revu ses prévisions de croissance de 1,1% à -0,9% (contre 0,5% pour la Banque Mondiale et 1,9% pour la Banque asiatique de Développement). Le FMI, au même titre que la Banque centrale, envisage que la croissance mongole sera légèrement négative en 2020, avant de retrouver le chemin d'une croissance positive en 2021, portée par les exportations de minerais. Le budget de l'Etat s'est contracté de 10% sur les six premiers mois en raison de la chute de la production et des exportations de minerais (respectivement -46% et -52% sur le premier semestre 2020), qui représentent par ailleurs 90% des exportations du pays.

Toutefois, la situation semble graduellement s'améliorer. Sur le mois de juin, les exportations ont augmenté de 20% (comparé à juin 2019), et les volumes d'exportation de charbon progressent de nouveau (2 Mt en juin 2020 contre 3 Mt en juin 2019). De plus, la reprise des cours du charbon et du cuivre ainsi que l'appréciation des cours de l'or sur les marchés internationaux ont un impact positif sur l'économie mongole.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du SER de Pékin à Oulan Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĒKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Pierre Martin, Antoine Moisson, Paule de la Poype, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Raphaël Pequignot

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet